

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Le Niger a pu gérer les aspects sanitaires de la COVID-19, mais la pandémie a ralenti le dynamisme économique dont le pays a fait preuve ces dernières années. Le PIB réel a augmenté de 1,2 % en 2020, après avoir progressé de 5,9 % en 2019 et de 7 % en 2018. Les problèmes de sécurité liés aux activités terroristes et la fermeture des frontières ont nui à la croissance. Du côté de l'offre, les secteurs des services et des industries extractives ont été les plus touchés par la crise sanitaire. Du côté de la demande, la consommation et les investissements étrangers (chinois et européens) ont fortement diminué. En raison des ruptures d'approvisionnement, le taux d'inflation s'est établi à 2,8 % en 2020, contre une baisse de 2,5 % en 2019. Le déficit budgétaire a encore augmenté pour atteindre 5,7 % du PIB en 2020. En effet, la crise de la COVID-19 a déclenché une augmentation des dépenses de santé, et les recettes fiscales déjà faibles ont diminué. Le déficit de la balance des opérations courantes a augmenté à 12 % du PIB en 2020, contre un niveau déjà élevé de 12,5 % du PIB en 2019, principalement en raison de la baisse des recettes d'exportation.

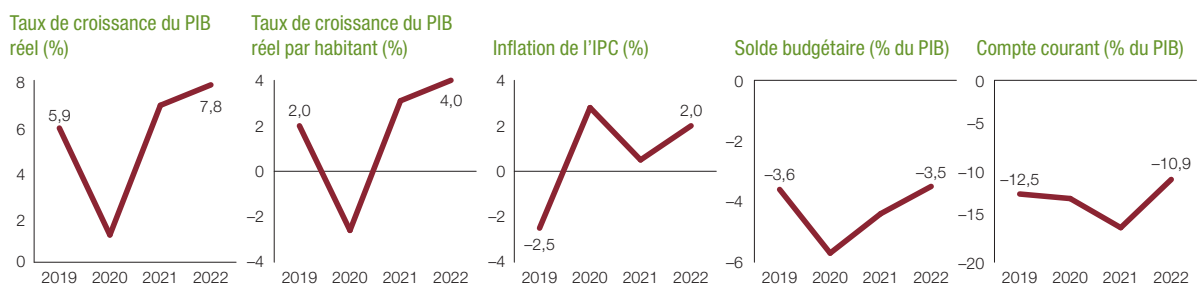
Perspectives et risques

Si la pandémie mondiale est maîtrisée au cours du premier semestre 2021, l'économie mondiale se renforcera et le PIB réel du Niger pourrait enregistrer une croissance de 6,9 % en 2021 et de 7,8 % en 2022. Ce retour à une forte croissance serait soutenu par la maîtrise de la pandémie au niveau local, la poursuite des grandes infrastructures et, surtout, l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole. Les pressions inflationnistes devraient être contenues — avec des prévisions de taux d'inflation de 0,5 % pour 2021 et de 2 % pour 2022.

Le déficit budgétaire pourrait diminuer progressivement — pour atteindre 4,4 % du PIB en 2021 et 3,5 % en 2022 — principalement grâce à des recettes fiscales supplémentaires provenant du renforcement de l'activité économique. D'autre part, le déficit de la balance des opérations courantes devrait se détériorer sensiblement en 2021 pour atteindre 16,2 % du PIB en raison d'une augmentation des importations destinées aux projets d'investissement, avant de diminuer nettement à 10,9 % du PIB en 2022 à mesure que la production de pétrole des nouveaux gisements augmente les exportations. Cependant, les élections présidentielles et législatives prévues au début de 2021 et la fragilité persistante de la situation sécuritaire pourraient faire peser des risques sur ces prévisions économiques optimistes.

Questions et options de financement

La dette publique du Niger a fortement augmenté entre 2014 et 2017, passant de 22,2 % du PIB à 39,6 % du PIB, puis se stabilisant autour de 39 % entre 2017 et 2019. Mais les effets de la pandémie ont fait grimper la dette publique à près de 50 % du PIB en 2020, ce qui présente un risque modéré de surendettement. La dette publique extérieure, qui représente environ 25 % du PIB, est en grande partie concessionnelle et détenue par des créanciers multilatéraux. Le Niger a réduit récemment son endettement intérieur à court terme le plus coûteux, en faveur d'un financement extérieur à long terme moins coûteux. Le Niger devrait poursuivre les réformes visant à améliorer la gestion de la dette publique, tout en accordant la priorité aux financements concessionnels. Le pays devrait également renforcer les mesures visant à mobiliser davantage de ressources publiques intérieures, tout en examinant la possibilité d'améliorer la fiscalité du secteur extractif.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.